



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

**MARCHE DE FOURNITURE D'ENSEMBLES PORTE-OUTILS FORESTIERS SUR CHENILLES
EQUIPE DE BROyeurs FORESTIERS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS N° 2025-8702-001

Objet de la consultation

Les prestations du présent accord-cadre portent sur la fourniture d'ensembles porte-outils forestiers sur chenilles équipé de broyeurs forestiers ainsi que le SAV associé.

Les engins seront livrés avec les spécifications techniques particulières propres à l'Office National des Forêts telles que précisées au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Midi-Méditerranée
Agence DFCI
46 avenue Paul Cézanne
CS 80411
13098 AIX EN PROVENCE

Personne signataire du accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie Metrich-Hecquet, Directrice Générale de l'Office National des Forêts

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Mediterranee, Agence DFCL, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 46 avenue Paul Cézanne – CS 80411 – 13098 Aix-en-Provence Cedex 2

1.2 Personne signataire du accord-cadre

La personne signataire du accord-cadre est madame Valérie Metrich-Hecquet, Directrice Générale de l'Office National des Forêts

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements :

Mme Catherine LEPETIT, l'Agent Comptable Secondaire

505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier

Tél. : 06 11 77 30 80 -Email : catherine.lepetit@onf.fr

1.4 Personne en charge de l'exécution et du suivi du accord-cadre :

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

M. Pierre-Yves MORICE - Responsable Unité de Gestion des Engins et Matériels

Tél : 06 15 82 88 97 Email : pierre-yves.morice@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :

Mme Florence VIALARET - Responsable achat

Tél. : 06.14.79.20.88 – Email : florence.vialaret@onf.fr

1.5 - Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est Mme l'Agent Comptable

2 OBJET DU MARCHÉ - PROCEDURE

2.1 Objet du accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre portent sur la fourniture d'ensembles porte-outils forestiers sur chenilles équipé de broyeur forestiers ainsi que le SAV associé.

L'exécution de cet accord-cadre est régie par le Cahier des Clauses Administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021).

2.2 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

Les références à la nomenclature communautaire sont les suivantes :

16600000-1	Machines spécialisées à usage agricole ou sylvicole
16700000-2	Tracteurs

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme du accord-cadre

L'accord-cadre est composé d'un lot unique.

Le marché prend la forme d'un accord cadre s'exécutant via la conclusion de marchés subséquents. Conformément aux dispositions des articles R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique.

Engagement de commande annuel	Minimum	Maximum
Quantité commandée	Sans engagement	2

3.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents prennent la forme d'un marché ponctuel passé à prix global et forfaitaire.

3.3 Durée et prise d'effet du accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une durée d'un an ferme à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement 3 fois un an.

3.4 Durée des marchés subséquents

La durée sera fixée dans chaque marché subséquent

3.5 Lieu d'exécution du accord-cadre

Les prestations objet de l'accord-cadre sont exécutées sur le territoire métropolitain. Les lieux de livraison seront précisés dans chaque marché subséquent.

3.6 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des accord-cadres (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux accord-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.7 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles. Les variantes ne sont pas autorisées.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4-1 du CCAG-FCS (fournitures courantes et services), les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Accord-cadre

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles modifications ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le CCAG 2021 applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (désigné ci-après CCAG-FCS) ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

Marché subséquent

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles modifications
- L'offre financière détaillée ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP)
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- Le mémoire Mémoire technique ;
- Le calendrier de livraison proposé par le titulaire.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5.1. Passation des commandes

Une fois le marché subséquent notifié au titulaire, l'agence DFCl transmettra à la personne en charge de l'exécution de l'accord-cadre un bon de commande.

Celui-ci vérifiera l'exactitude des bons de commandes par rapport aux besoins définis dans le marché subséquent.

Les bons de commande SAP établis par l'ONF sont notifiés au titulaire par l'envoi d'un courriel avec accusé réception par le chargé d'exécution ONF (article 1.2) au représentant du titulaire.

Tout bon de commande signé et adressé au titulaire vaut ordre d'exécution pour la livraison du matériel, objet de la commande.

5.2. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut suspendre son exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la personne publique.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut :

- ☐ Soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension,
- ☐ Soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus,
- ☐ Soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.3. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la personne publique peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celle-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

5.4. Délais de livraison

Au moment de la consultation pour la conclusion de l'accord-cadre subséquent, il sera demandé aux soumissionnaires de proposer un calendrier de livraison dans une base ONF.

Ce calendrier sera une pièce constitutive de l'accord-cadre subséquent.

Il est à noter que les engins commandés dans le marché subséquent devront **impérativement** être livrés avant le 30 novembre de l'année concernée.

L'écoulement du délai s'interrompt lorsque le titulaire livre l'ONF à l'adresse de livraison prévue dans le bon de commande (au cas où le pouvoir adjudicateur a choisi une livraison sur site ONF ou sur chantier).

De plus, le titulaire s'engage à prévenir par courriel le chargé d'exécution du marché des dates de livraisons, une semaine avant celles-ci. En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous.

6.1. Spécifications techniques du matériel

Acquisition d'un ensemble porte-outils forestier sur chenilles neuf équipé d'un broyeur à marteaux fixes

Porte-outils

Puissance inférieure à 200 cv

Moteur turbo diesel, préciser les caractéristiques techniques, consommations et valeur des émissions CO2 Nox

Adapté aux travaux forestiers.

Transmission hydrostatique.

Hauteur maximum 2800

Largeur maximum 2300

Longueur maximum à préciser avec et sans les équipements.

Poids de la machine livrée avec ses équipements.

Blindage type forestier homologué avec plaques de visite et d'entretien.

Ce blindage doit permettre à un ouvrier seul de pouvoir sans difficulté et en sécurité :

- Contrôler et d'effectuer tous les niveaux.
- Effectuer l'entretien courant, graissage et autres.
- Accéder et changer tous les filtres.
- Evacuer les broyats et projections introduits dans le blindage.

Description des systèmes de ventilations moteur et accessoires, pales réversibles demandées.

Description du châssis

Description du train de chenilles, type, graissage, tensions...

Pression au sol de l'engin en configuration de la proposition.

Préciser les capacités en devers et pente, qui doivent être au minimum de 30° en devers et de 40° en pente.

Vitesses d'avancement avant arrière et de travail à préciser

Descriptions et capacités de tous les réservoirs.

Description des systèmes d'arrimage pour le transport

Système hydraulique

Caractéristiques, types et nombre de pompes hydrauliques (pression-débit) et de leur système d'entraînement.

Entraînement broyeur par hydraulique

Connecteurs hydrauliques rapides du broyeur et des accessoires.

Descriptions et position des filtres hydrauliques

Système électrique

Puissance de l'alternateur, du démarreur

Batterie : capacité, type, nombre, emplacement

Description du coupe-circuit électrique

Freins

Description des systèmes de freinage, (travail, stationnement, secours)

Indépendance des systèmes de freinage.

Accessoires

Description des systèmes d'arrêts d'urgence.

Avertisseur de marche arrière.

Caméra de recul avec écran positionné tête haute

Phares de travail, (nombre et position).

Extincteur à poudre mini 2 kg fixé dans la cabine

Treuil de halage arrière adapté à l'engin, câble avec crochet et linguet d'une longueur mini 30 mètres.

Cabine

Aux normes ROBS-FOPS-OPS

Insonorisée climatisée et pressurisée.

Autoradio

Glace en verre "sécurité" et marteau brise-vitre.
Essuie-glace
Indicateurs de pente et dévers
Kit de protection cabine avec grilles de protection toit arrière et latérales
Pare soleil
Siège pneumatique, entièrement réglable avec ceinture ou harnais de sécurité, housse de protection.
Commandes et leviers ergonomiques.

Broyeur forestier

Broyeur à marteaux fixes à entraînement hydraulique.
Dimensions et poids adaptés aux capacités du porte-outils.
Largeur adaptée à l'empattement du porteur
Diamètre de broyage mini 200
Préciser :
Pour le rotor, diamètre, système d'entraînement, vitesse de rotation.
Nombre de poulies d'entraînement et nombre et type de courroies.
Pour les marteaux fixes, type, nombre, disposition sur le rotor.
Pour les contre couteaux, emplacement, système de fixation, nombre.
Pour les patins réglables en hauteur, description, différentes hauteurs
Pression débit hydraulique, préciser si débit variable et décrire la régulation du circuit.
Système anti-calage du rotor à décrire.
Le nombre de vérins de commande du volet.

6.2. Délai de livraison

Les candidats s'engageront sur une date de livraison dans leur offre et au plus tard le 30/11 de l'année courante.

La livraison pour les engins du marché subséquent 1 est prévue dans les Bouches du Rhône.

6.3. Conditions de livraison

L'engin sera livré à l'état neuf, en état de marche, conformes à la commande, à la réglementation en vigueur et aux spécifications demandées.

Il sera livré avec le plein de carburant (et d'ADblue si nécessaire).

Il sera livré avec :

- le manuel de conduite et d'entretien de l'engin
- le manuel d'utilisation et d'entretien du broyeur
- le manuel d'atelier, y compris les éclatés des pièces détachées, les schémas électriques et hydrauliques.
- un catalogue des pièces de rechange avec références.

A réception, une présentation de l'engin sera faite au responsable du parc ONF. Celui-ci procédera à une vérification technique des tous les éléments pour s'assurer de sa conformité avec l'accord-cadre et les lois et règlements en vigueur. Un représentant de la direction ONF assurera la partie administrative de la réception.

6.4. Formation des utilisateurs et mécaniciens

La formation des utilisateurs aura lieu en 2 temps :

- A l'occasion de la première mise en route (peut être effectuée le même jour que la livraison)
- Une deuxième intervention aura lieu après quelques semaines d'utilisation afin d'optimiser l'utilisation.

Ces formations auront lieu sur des chantiers ONF.

Une formation spécifique mécanique d'une journée, à l'intention des mécaniciens ONF qui seront chargés de l'entretien au-delà de la période de garantie, aura également lieu en atelier, dans un délai de 6 mois après livraison.

6.5. Garantie technique des engins

L'engin fera l'objet, après admission, de la garantie prévue par le titulaire de l'accord-cadre dans son offre. La garantie minimale est d'un an, mais la proposition d'une garantie plus longue sera appréciée.

Conditions d'exercice de la garantie :

Garantie exigée pièces, main- d'œuvre et déplacement pour l'ensemble engin et broyeur dans le périmètre Occitanie et PACA.

Pendant la période de garantie, la main-d'œuvre et les déplacements pour les opérations d'entretien seront à la charge du fournisseur (seuls les consommables étant à la charge de l'ONF).

En cas de panne pendant la période de garantie, le transport si nécessaire de l'engin vers un atelier du fournisseur sera à la charge de ce dernier.

Les candidats indiqueront les dispositions prises pour palier à une immobilisation supérieure à 10 jours ouvrés de l'engin et son broyeur sous garantie, comme la mise à disposition gracieuse d'un engin avec broyeur équivalent ou le paiement d'une indemnité journalière.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA, et TVA incluse.

L'engagement du candidat porte sur un prix ferme.

Les éléments suivants sont indiqués par le titulaire du marché subséquent de l'accord-cadre : le prix total hors TVA , le montant de la TVA, le prix total TTC.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent accord-cadre.

7.3. Modalités essentielles de paiement

7.3.1. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées **de façon dématérialisée** sur le portail internet : <http://www.chorus-pro.gouv.fr> dans les conditions précisées ci-après à l'article 8.5.4 ;

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent accord-cadre : **2025-8702-001** ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande)
- le nom du service destinataire ;
- le numéro de SIRET du service destinataire : **662 043 116 01 305**
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;
- les mentions requises par l'annexe II au code général des impôts et la deuxième partie du livre des procédures fiscales NOR: BUDF0300016D relatifs aux obligations de facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

7.3.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format 45XXXXXXX.

Numéro d'identification : 66204311601305

Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4. Paiement des factures

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent accord-cadre,
 - Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus à l'accord-cadre ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
 - Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.
- Dans l'un de ces cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

7.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire de l'accord-cadre, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 400 euros HT par jour calendaire de retard.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement

8.2. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour fournitures défectueuses, fournitures non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions :

- du code de la commande publique ;
- du CCAG applicable aux accords-cadres publics de fournitures courantes et services.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent accord-cadre est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article 51-II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres publics, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à adresser par téléchargement à la société ACTRADIS en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé (site : www.actradis.fr)

13 RESILIATION DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est résiliable dans les conditions prévues à l'article 29 à 36 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

14 DEROGATION AU CCAG-FGS

CCAP	CCAP-FCS
------	----------

<u>Article</u>	<u>Libellé</u>	<u>Article</u>	<u>Libellé</u>
8.1	Pénalités pour retard	14.1	Pénalités pour retard